

FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS

15 rue Jules Appert
61105 - FLERS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS

15 rue Jules Appert
61105 - FLERS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 constituant un changement méthode comptable telles qu'exposées dans le paragraphe « principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et d'activité du président et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

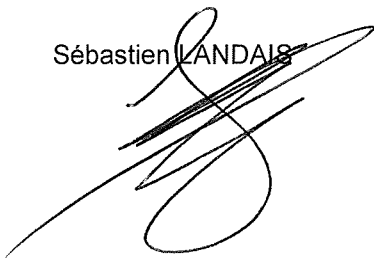
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Alençon, le 6 mai 2026

Le commissaire aux comptes
IN EXTENSO ORNE

Sébastien LANDAIS



Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

ASS Flash

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	1 181	1 180	0	0
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL		1 181	1 180	0	0
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	88 271	73 675	14 596	7 624
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes					
TOTAL		88 271	73 675	14 596	7 624
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Autres immobilisations financières					
TOTAL					
Total (II)		89 452	74 856	14 596	7 624
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	16 738	2 259	14 479	18 056
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	9 208		9 208	3 757
Charges constatées d'avance		2 828		2 828	4 627
TOTAL		28 776	2 259	26 517	26 441
Actif circulant	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités		62 783		62 783	82 536
Total (III)		91 559	2 259	89 300	108 977
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		181 012	77 115	103 896	116 601
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

ASS Flash

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 228	2 228
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	78 472	78 472
	Report à nouveau	9 326	4 953
	Excédent ou déficit de l'exercice	-9 655	4 373
	Situation nette (sous-total)	80 371	90 027
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		80 371	90 027
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 000	19 103
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	7 317	7 471
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 207	
	Produits constatés d'avance		
Total (IV)		23 525	26 574
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		103 896	116 601
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASS Flash

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	902	820
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	123 091	125 468
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	176 504	139 174
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 140	32 081
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation (I)		302 638	297 544
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	25 863	31 129
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	70 007	69 319
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 454	2 125
	Salaires	167 968	149 970
	Cotisations sociales	40 608	36 713
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 204	4 841
	Dotations aux provisions	1 650	1 447
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
Total des charges d'exploitation (II)		313 757	295 548
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-11 118	1 995
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 462	2 362
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers (III)		1 462	2 362
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières (IV)			
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		1 462	2 362
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-9 655	4 357

CERTIFIÉ

Le Commissaire
aux Comptes

ASS Flash

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		15
Charges exceptionnelles (VI)	Total		0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			15
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		304 101	299 922
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		313 757	295 549
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-9 655	4 373
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		54 223	58 246
Bénévolat			
TOTAL		54 223	58 246
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		52 850	55 792
Prestations en nature		1 373	2 454
Personnel bénévole			
TOTAL		54 223	58 246

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« Concevoir, mettre en œuvre et organiser le suivi de projets d'éducation populaire dans le domaine de l'animation sociale, culturelle et sportive. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement N°2022-06 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06,
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler sur cet exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'exercice social

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

Le montant du total bilan avant affectation est de 103 896 € et le résultat net comptable s'élève à – 9 656 €.

4.2 Actif

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

4.2.1 Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 161 €		1 981 €	1 180 €
Immobilisations corporelles	79 121 €	12 177 €	3 026 €	88 272 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
Total	82 282 €	12 177 €	5 006 €	89 452 €

4.2.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	3 161 €	0	1 981 €	1 180 €
Immobilisations corporelles	71 497 €	5 205 €	3 026 €	73 676 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
Total	79 498 €	5 205 €	5 006 €	74 856 €

4.2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.2.3.1 Principaux mouvements

L'activité de l'association n'a pas nécessité l'acquisition d'éléments incorporels sur l'exercice.

4.2.3.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans

4.2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.2.4.1 Principaux mouvements

L'activité de l'association a nécessité l'acquisition de matériel de bureau pour 1 528 € et de mobilier pour 10 649 €.

4.2.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales, agencements	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier et matériel éducatif	Linéaire	2 à 5 ans

4.2.5 Créances

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

Les créances sont valorisées au réel. Une dépréciation est constatée, à hauteur de 100 % du solde N-1 et 40 % du solde N.

4.3 Passif

4.3.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	Variation de l'exercice	Solde à la clôture
-----------------------------	-------------------------	--------------------

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	
Fonds propres sans droit de reprise	2 229 €				2 229 €
Réserves	78 472 €				78 472 €
Report à nouveau	4 953 €	4 373 €			9 326 €
Excédent ou déficit de l'exercice	4 373 €	-4 373 €		9 656 €	-9 656 €
TOTAL	85 654 €	0 €	0 €	9 656 €	80 371 €

L'association n'a pas perçu de fonds dédiés au titre de l'exercice, les fonds précédemment perçus ont été réintégrés au résultat.

4.3.2 Autres fonds propres

Depuis le règlement 2018-06, les subventions avec droit de reprise non affectées sont reclassées en report à nouveau.

4.3.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06, les subventions d'investissement sont soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention, soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer.

(Notre entité a choisi de comptabiliser dès l'exercice d'octroi la totalité de la subvention en résultat exceptionnel.

Depuis le règlement 2022-06, les subventions d'investissement sont comptabilisées en produits d'exploitation.

4.3.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Le droit du travail prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnité de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, s'élève à 24 367 € charges sociales incluses. Ce montant tient compte de pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite (fonction d'un taux de rotation des salariés moyen et de table de mortalité), d'un taux d'évolution des rémunérations de 1.50 % par an et d'une actualisation au taux de 3.98 %, de cotisations patronales de 38.93 % pour les cadres et 32.78 % pour les non-cadres.

Ce montant n'est comptabilisé en provision pour risques et charges.

4.3.5 Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Créances Clients et Comptes rattachés	14 480 €	14 480 €		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	0 €			
Créances reçues par legs ou donations	0 €			Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	15 000 €	15 000 €		
Autres créances	9 209 €	9 209 €		Dettes des legs ou donations	0 €			
Charges constatées d'avance	2 828 €	2 828 €		Dettes fiscales et sociales	7 318 €	7 318 €		
				Autres dettes (3)	1 207 €	1 207 €		
Total	26 517 €	26 517 €	0 €	Total	23 525 €	23 525 €	0 €	0 €

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
(3) Dont
Garanties par des sûretés réelles
(indication des postes concernés)

Toutes les dettes et créances, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

CERTIFIÉ
Le Commissaire
aux Comptes

4.3.6 Informations relatives au compte de résultat

4.3.7 Détail du résultat

Du fait du non étalement de la subvention d'investissement, le résultat comptable intègre un produit qui contribue à améliorer le résultat comptable alors qu'il a pour objet de financer un bien à l'actif. Ainsi, il ressort que le résultat comptable 2025 doit être analysé ainsi :

- Déficit de l'activité (hors subvention d'investissements) = <18 175 €>
- Subvention d'investissement = 8 519 €
- = Déficit comptable = <9 656 €>

4.3.8 Contributions volontaires en nature

Mise à disposition de locaux :

- Locaux Emile Halbout : loyer de 3 300 € par mois + frais d'eau, d'électricité, de chauffage et d'entretien espaces verts estimés à 13 250 € comme prévu dans la convention du 09 avril 2021 ; (pour mémoire, les autres frais pris en charge par Flers agglo ne sont pas valorisés ici, faute d'information), total 2025 : 52 850 €
- Bénévolat : 1 373 €

4.3.9 Subventions d'exploitation

Financeurs	Montants (en k€)
Aides apprentis	12
Aides aux postes Fonjep	7
Flers Agglo	123
D.R.A.J.E.S Académie de Normandie	14
D.D.E.T.S.P.P Etat – Politique de la ville	9
Quartiers d'été	1
CAF de l'Orne – Citoyen d'aujourd'hui et de demain	2
Total	168

Ces produits sont comptabilisés dès la décision d'octroi et rattachés à l'exercice d'octroi.

En cas de financement de projet, les subventions sont comptabilisées dès la décision d'octroi et rattachées à l'exercice d'octroi. La part non consommée (fonction des dépenses non encore engagées lors de la clôture) est constatée en fonds dédiés

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

4.3.10Autres informations

4.3.10.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	5 461 €

4.3.10.2 Effectif moyen

Sur 2025, l'effectif moyen a été de 8 personnes.

	Effectif
Apprentis	2
CDD – Animateurs BAFA	3
Cadre	1
Employés	2

CERTIFIÉ
*Le Commissaire
aux Comptes*

FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS

15 rue Jules Appert
61105 - FLERS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2025

IN EXTENSO ORNE

Agence : ALENCON

Siège social : 30 rue d'Alençon Condé sur Sarthe BP 321 61009 Alençon Cedex

SAS au capital de 150 000 euros

RCS : Alençon-NAF : 6920Z- SIRET : 30817433300036

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes Normandie

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables de Normandie

FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS

15 rue Jules Appert
61105 - FLERS

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de l'association FLERS LOISIRS ANIMATION SERVICES AUX HABITANTS,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Alençon, le 6 mai 2026
Le commissaire aux comptes
IN EXTENSO ORNE

Sébastien LANDAIS

